



Algérie: Du prétexte conjoncturel aux causes systémiques. Promesses et dangers d'une révolte de la dignité

Par [Saïd Bouamama](#)

Mondialisation.ca, 11 mars 2019

[Investig'Action](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Économie](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Auteur du [Manuel stratégique de l'Afrique](#), Saïd Bouamama analyse les manifestations populaires qui secouent l'Algérie. A travers le rejet d'un cinquième mandat de Bouteflika, c'est tout un système qui est visé par le mouvement de protestation. Comment ce "système" s'est-il mis en place ? Pourquoi la révolte survient-elle maintenant ? Quelles alternatives s'offrent aux Algériens ? Saïd Bouamama analyse les enjeux de la révolte, soulignant ses forces pleines d'espoir, mais pointant aussi les dangers qui la guettent. (IGA)

Les manifestations populaires du 22 février 2019 qui se déroulent de manière simultanée dans la plupart des grandes villes algériennes mais aussi dans de très nombreuses villes moyennes constituent indéniablement l'ouverture d'une nouvelle séquence historique dans l'histoire politique algérienne. Elles marquent l'entrée sur la scène politique d'une nouvelle génération socialisée au cours des deux dernières décennies c'est-à-dire après le traumatisme qu'a constitué la décennie noire[i]. Celles-ci se caractérisent en effet sur le plan économique par la polarisation croissante entre une minorité sociale cliente de l'Etat rentier en enrichissement scandaleux et une grande majorité en paupérisation continue du fait des politiques libérales de désindustrialisation, de privatisation et de casse du service public[iii]. Elles se caractérisent sur le plan politique par l'absence d'alternative crédible du fait de la tentative d'imposition par l'Etat algérien et les classes qu'il représente d'un jeu binaire que n'ont pas remis en cause les partis « d'opposition » en raison de leur adhésion à la libéralisation économique engagée par l'Etat à marche forcée : le chaos ou la résignation[iiii]. Elles se caractérisent sur le plan « identitaire » par l'intégration du courant de « l'islam politique » au sein de l'appareil d'Etat et de la bourgeoisie compradore[iv]. Elles se caractérisent sur le plan sociologique par une urbanisation croissante, une pyramide des âges gardant une base très large, un taux de scolarisation élevé et une ouverture sur le monde par le biais des réseaux sociaux[v]. Elles se caractérisent enfin sur le plan des expériences de vie de cette jeunesse par la restriction du champ des possibles à la débrouille et la « haraga[vi] ». C'est ce cocktail explosif qui arrive à maturité avec l'annonce du cinquième mandat faisant de celui-ci le prétexte conjoncturel qui exprime une causalité systémique à l'image d'une digue qui explose après l'accumulation continue et invisible d'une pression au cours des deux dernières décennies.

Le règne des charognards

L'excellent ouvrage de l'économiste Abdelatif Rebah, *Le développement national contrarié*^[vii], restitue l'histoire du vaste processus de « réformes économiques » qui conduira à la situation économique actuelle. Ce processus inauguré par le président Chadli Bendjedid et poursuivi par ses successeurs est conduit avec la bénédiction des institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale). Il conduit à l'émergence d'une classe de charognards^[viii] sous l'action de trois procédés. **Le premier** est appelé officiellement la « cession des biens de l'Etat » mais est dans les faits une véritable opération de vol à grande échelle des biens de la nation. Les dignitaires du régime s'accaparent des milliers de villas de maîtres et autres résidences à des prix ridicules au regard de la valeur de ces biens. « Le différentiel entre le prix de cession par l'Etat et le prix de revente sur le marché est de 1 à 10, selon des évaluations. Dans le contexte du monopole immobilier de l'Etat, des plus-values de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers de dinars vont être réalisées par des particuliers les projetant à la tête de fortunes appréciables sans aucun effort productif^[ix] » résume l'économiste Abdelatif Rebah. « Le problème majeur de cette décision historique réside dans le fait que le parc de villas de maître, parfois classifiables comme monuments historiques, a été bradé à vil prix à des dignitaires du régime et à leurs proches^[x] » confirme le politologue Rachid Tlemçani.

Le second procédé est celui de la privatisation du secteur public qui selon les chiffres publiés en 2003 par le ministère de la Participation et de l'Investissement a touché 1200 entreprises. A l'image des villas et maisons de maître les entreprises publiques sont bradées à une bourgeoisie parasitaire souligne Rachid Tlemçani :

L'opération de dissolution-privatisation ne vise pas à se débarrasser des canards boiteux, souligne le ministre Mourad Benachenhou, pour ne conserver que les entreprises performantes. Même les entreprises rentables et solvables seront vendues dans le futur. [...] La bourgeoisie algérienne, de nature rentière et spéculative, ne sera pas intéressée à acheter des entreprises au prix du marché. D'ailleurs, le législateur a prévu cette éventualité. Au terme de deux appels à la concurrence requis par la loi, le gouvernement est autorisé à les céder de gré à gré, ouvrant ainsi la voie du bradage, tant redoutée par l'opinion publique^[xi].

Le troisième procédé fut la destruction progressive du monopole d'Etat sur le commerce extérieur avant d'être tout simplement aboli en 1989 dans le cadre des accords dit de « Stand-by » négociés et signés avec le FMI (mai 1989 et juin 1990). La loi des finances complémentaire de 1990 autorise ainsi « les concessionnaires et grossistes agréés à importer des produits de consommation, de biens d'équipement et des biens de consommation industriels pour les revendre en l'état » rappelle l'économiste Mehdi Abbas en soulignant que « cette loi est à l'origine de l'émergence d'un nouveau groupe socio-économique concentré autour des activités d'import et d'export, que nous qualifions de commercialiste^[xii]. » Malgré des périodes de ré-étatisation partielle du commerce extérieur (sous le gouvernement Belaïd Abdesslam de juillet 1992 à octobre 1993 par exemple) le modèle ne changera plus et même sera renforcé par l'accord signé avec l'Union Européenne en 2002. De nombreux acheteurs d'entreprises publiques cessent toute activité productive et se transforment en importateurs et en spéculateurs.

Ce vaste mouvement de redistribution des richesses nationales en faveur d'une minorité spéculative s'accélère au cours de la décennie noire pendant que le peuple algérien est entré sur des préoccupations de survie. Les éléments constitutifs du « système » comme disent les manifestants algériens sont réunis et peuvent se résumer comme suit :

Les positions de monopole sur les centres de décision se sont mues en sources de « rentes régaliennes » impulsant par le haut un mécanisme à la fois incitatif et sélectif d'accumulation de fortunes dispensées de contrôle et de réglementation. Ce qu'on ne désigne plus désormais que par l'appellation de « système » va ainsi abriter un vaste mécanisme irrigué par les revenus pétroliers, de transfert de valeur du secteur étatique vers le secteur privé, des activités productives vers celles du commerce et la spéculation, des salariés vers les spéculateurs, du travail productif vers la contrebande et l'informel[xiii].

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la lutte acharnée des différentes fractions de la bourgeoisie pour le contrôle de l'Etat et en conséquence les difficultés à trouver un successeur à Bouteflika. La guerre féroce qu'elles se livrent pour mettre chacune leur homme à la tête de l'Etat est à la hauteur des sommes faramineuses que redistribue cet Etat en faveur « des grands gagnants de l'accaparement des rentes régaliennes, de la nomenclatura civile et militaire reconvertie dans les affaires d'importation, dans l'immobilier de rente et de luxe, des patrons du secteur privé, des petits entrepreneurs de l'économie souterraine grise ou noire et des élites mondialisées dites de transition-basculement qui ont travaillé à la légitimation des nouveaux rapports sociaux[xiv] ».

C'est également ce contexte qui explique que la fraction de la bourgeoisie, encore plus libérale que le pouvoir actuel, tente d'instrumentaliser l'inédit mouvement populaire de contestation pour accéder au pouvoir. Elle compte pour ce faire sur l'absence de débouché politique à court terme pour se présenter comme une alternative face à un pouvoir détesté et à sa clientèle tout aussi honnie. C'est ce que résumait les syndicalistes du bastion ouvrier de Rouïba, apportant leur soutien total au mouvement populaire contre le cinquième mandat tout en alertant sur les manœuvres des ultralibéraux, et en précisant l'orientation à donner à la rupture avec le système pour que celle-ci ne se limite pas à un changement de propriétaire pour le mieux et à une aggravation du pillage pour le pire :

Sur insistance des travailleurs et des sections syndicales, l'Union locale UGTA de la zone Industrielle Rouïba/Reghain, s'est réunie en date du 06 Mars 2019 pour débattre de la situation actuelle que traverse l'Algérie et du mouvement populaire en cours. Ne pouvant rester en marge des aspirations populaires profondes qui s'expriment, nous joignons nos voix pour dire oui à un changement de système. Un système qui préserve la propriété inaliénable du peuple sur les richesses naturelles de la nation, réhabilite le rôle de l'Etat dans le développement économique et social et la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Un système qui se démarque des oligarchies et revalorise la valeur du travail et qui place l'homme au centre du développement. Un système qui garantit les libertés individuelles, collectives et le libre exercice du droit syndical[xv].

Les slogans criés lors des manifestations populaires indiquent une réelle conscience politique du contexte qui s'approfondit avec l'inscription dans la durée du mouvement. Au slogan initial de « non au cinquième mandat » s'ajoute désormais celui de « système dégage ». D'autres slogans dénoncent les « sérakin » (voleurs) du pouvoir. D'autres enfin répondent au chantage au chaos en clamant que « l'Algérie n'est pas la Syrie ». Ces slogans indiquent que derrière le déclencheur qu'a été le refus du cinquième mandat, c'est bien une causalité systémique qui est visée par la colère populaire.

L'absence d'alternative à court terme

Le caractère inédit du mouvement social actuel ne doit cependant pas occulter les

difficultés auxquelles les aspirations populaires sont confrontées. Les partis d'opposition ne sont pas en mesure de constituer un débouché politique à la contestation populaire. Pour les plus importants, ils partagent les choix libéraux du pouvoir et ne jurent que par l'économie de marché qu'ils promettent de réguler. En ne prenant pas en compte le combat contre les orientations économiques et sociales du pouvoir, ils se sont progressivement mis en décalage avec l'immense majorité des classes populaires. Composés essentiellement de membres des couches moyennes et intermédiaires, ils n'apparaissent pas comme une alternative crédible aux yeux de ceux qui foulent les pavés des villes algériennes.

Par ailleurs l'ampleur du pillage de ces trois dernières décennies ne pouvait se réaliser qu'en corsetant par la répression toute tentative d'émergence de nouvelles forces politiques populaires autonomes du pouvoir. Les conditions drastiques pour la création d'un parti, l'interdiction des manifestations avec la mise en avant de prétextes sécuritaires, l'instrumentalisation et la récupération de leaders de luttes sociales, la répression des mouvements sociaux, le contrôle de l'information, etc., sont autant de facteurs qui ont contribué à la production d'une carence d'expression politique en dépit d'une colère sociale populaire massive.

Le pluripartisme de façade masque la monopolisation du champ politique par les partisans du libéralisme économique qui est la véritable cause de la situation actuelle. Le rejet massif des forces politiques soutenant le pouvoir comme de celles prétendant s'y opposer se traduit dès lors dans l'abstention massive. Cette dernière ne doit pas s'interpréter comme un signe de dépolitisation mais au contraire comme un mode de contestation politique souligne pertinemment la politologue Louïsa Dris-Aït Amadouche :

L'expérience du multipartisme et des élections plurielles en Algérie est récente. Or, l'abstention qui marque de façon de plus en plus frappante les scrutins constitue un comportement électoral révélateur d'une profonde crise de confiance. L'abstention est d'abord liée à un système qui a réformé ses procédures sans changer ses logiques de fonctionnement. Il en résulte un code électoral dissuasif, des résultats officiels suspects et une présomption de culpabilité en matière de fraude électorale. L'abstention est, ensuite, directement liée à l'offre politique. Son personnel, ses propositions et ses résultats conduisent les électeurs à se désintéresser sinon de la chose politique, tout au moins de la chose électorale. L'abstention est, enfin, la conséquence d'un électorat échaudé, démobilisé, suspicieux et exigeant. En 1990, les Algériens ont massivement voté contre les symboles du régime FLN. En 1995, ils se sont massivement rendus aux urnes pour rejeter le terrorisme. Dans les deux cas, le vote était accompagné d'un espoir de changement. Depuis, les électeurs ne votent plus « contre » des idées ou « contre » des personnes, ils s'abstiennent^[xvii].

Le constat est encore renforcé par la jeunesse de la population algérienne. Si toutes les générations sont présentes dans les manifestations, la part de la jeunesse y est prépondérante. Ces jeunes qui sont pour les 16-24 ans à près de 30 % au chômage n'ont connu que le pouvoir de Bouteflika et de sa clientèle. Ils ont été les témoins de retournements, de négociations de ralliements, de créations artificielles de partis, d'instrumentalisations de leaders et de luttes, les tentatives d'achat de la paix sociale par la distribution d'aides et de subventions quand les recettes pétrolières sont à la hausse, etc., les conduisant à un rapport sceptique à l'offre politique quand ce n'est pas à un rejet radical.

Le vide politique voisine donc avec une maturation et une prise de position politique

résultant à la fois d'un long héritage et de l'expérience concrète des deux dernières décennies. L'aspiration à l'égalité sociale investit par la paysannerie et les travailleurs algériens dans la lutte de libération nationale s'est transmis en dépit de l'instrumentalisation de celle-ci par les tenants du pouvoir afin de se légitimer. En témoigne la place de l'hymne national dans les manifestations. En témoigne également l'accueil fait à l'héroïne de la résistance qu'est Djamilia Bouhired lorsqu'elle est venue apporter son soutien aux manifestants. La maturation est également issue de l'expérience récente marquée par la mise en évidence de l'impasse que constituent les forces se revendiquant de « l'islam politique » mais aussi par le spectacle des soubresauts des dites « révolutions arabes ». Comme le souligne la sociologue Fatma Oussedik :

Les personnes de référence ne sont donc plus Ali Benhadj et Abassi Madani, vêtus de djellabas, se revendiquant du seul texte religieux. Depuis les années 1990, ce courant a donné naissance à une « bourgeoisie pieuse », voire une petite bourgeoisie qui a voyagé, qui n'a pas que l'Arabie Saoudite comme horizon. Avec les dérives syrienne et libyenne, les voyages en Turquie, les islamistes algériens ont connu un relooking. Ils ont des intérêts matériels sur les marchés informels d'El Eulma, de Jolie-Vue. Ils craignent des ruptures trop brutales. Certes, il demeure des courants plus plébéiens, mais les directions des partis islamistes sont tenues par ces islamistes New look. Cette évolution a signé la fin de la mosquée comme seul centre de formation à la contestation [\[xvii\]](#).

Cette expérience récente a trouvé ses lieux de socialisation dans la rue, dans les associations et collectifs informels, au café mais aussi dans les stades de foot comme en témoigne la reprise des airs des chants de supporters comme support des slogans des dernières manifestations. En témoigne également la présence des femmes, portant le voile ou non, jeunes ou plus âgées dans les cortèges. Cette maturation politique ne change cependant rien au fait qu'il n'existe pas de forces politiques crédibles susceptibles de servir de relais au mouvement social. Le manque d'une force politique populaire est une donnée essentielle de la situation actuelle. Comme le souligne l'économiste Omar Benderra avant le déclenchement du mouvement populaire : « Face au libéralisme mafieux imposé par la dictature, la population oppose une tradition d'égalitarisme et de justice très ancrée, fort éloignée des dogmes et des idéologies. En attendant l'inévitable recomposition du champ politique, il ne reste donc « de gauche » que ce que le peuple, dans ses profondeurs, a conservé en termes de refus de l'injustice et de l'arbitraire, de résistance au diktat impérialiste en Palestine et d'opposition à l'alignement sur l'Occident [\[xviii\]](#). »

Le paradoxe d'une conscientisation politique en progrès voisinant avec un vide d'offre politique crédible caractérise la situation algérienne actuelle. Si la rupture avec le système est le mot d'ordre commun de tous les manifestants, ceux-ci appartenant à des classes sociales différentes (des chômeurs à certains chefs d'entreprise en passant par la petite bourgeoisie), un des enjeux clef réside dans le contenu mis à cette rupture. Comme le souligne le journaliste Hocine Bellaloufi en se référant à la définition de Lénine [\[xix\]](#) **sur les conditions d'une situation révolutionnaire : « Il est clair désormais que ceux d'en bas ne veulent plus. Ils l'on exprimé clairement et massivement de toutes les façons possibles, en particulier dans la rue. Mais en dépit des défections qui se multiplient et s'accroissent à mesure que le mouvement populaire se développe, ceux d'en haut peuvent encore** [\[xx\]](#). »

Un contexte géostratégique à haut risque

✘ L'enjeu algérien est également à resituer également dans son contexte international qui est celui d'une séquence historique mondiale marquée par une exacerbation sans précédent dans l'histoire récente des contradictions entre grandes puissances impérialistes pour la maîtrise des sources d'énergies et des matières premières stratégiques, pour le contrôle des zones géostratégiques et pour entraver l'accès des concurrents (et en particulier des économies émergentes) à ces ressources et zones. La fin des équilibres issus de la Seconde guerre mondiale avec la disparition de l'URSS a ouvert cette séquence qui est loin d'avoir encore montré toutes ses conséquences.

Une des conséquences les plus dramatiques pour les peuples est la multiplication des guerres entre ces puissances par pays interposés ou par intervention directe. Comme pour comprendre la situation algérienne, il convient désormais de prendre le réflexe analytique consistant à rechercher systématiquement la cause réelle qui se cache derrière le prétexte apparent. Pour les besoins de légitimation de ces guerres tous les prétextes possibles sont et seront mobilisés : défense d'une minorité opprimées, droits des femmes, lutte contre un dictateur, lutte contre le terrorisme, etc. Si nécessaire la logique du « pompier pyromane » peut même être mobilisée comme en témoigne la situation au Mali où après avoir freiné les capacités d'intervention de l'armée malienne, la France s'est présenté en sauveur face à la menace des rebelles sur la capitale. En témoigne également la situation au Venezuela où les sanctions économiques des USA tentent d'instaurer la pénurie pour pouvoir arguer de la nécessité d'une intervention militaire pour aider un peuple en danger. Des luttes et des revendications justes et légitimes peuvent ainsi faire l'objet de stratégie de récupération et d'instrumentalisation à des fins prédatrices.

L'Algérie et les richesses qu'elle représente n'échappaient pas à ce contexte dans le passé et n'y échappent pas plus aujourd'hui. Ce fut le cas lors de la décennie noire au cours de laquelle les USA comme l'Union européenne ont conforté certaines forces rebelles à certains moments puis les ont lâchées à d'autres en fonction des concessions du pouvoir et des accords avec lui. De même les puissances occidentales tentent depuis des années d'amener l'armée algérienne (la seconde armée en Afrique du Nord après l'Egypte) à participer à ses interventions en Afrique subsaharienne. Si jusqu'à présent la réponse fut négative, la tentation d'utilisation de la crise politique actuelle pour imposer un changement de cap soit en soutenant un pouvoir plus conciliant, soit en épaulant les tenants actuels n'est pas à exclure. Nul doute que les chancelleries des grandes puissances élaborent (et modifient ceux-ci en fonction de l'évolution de la situation) les différents scénarios leur permettant de sauvegarder leurs intérêts ou de les développer en marginalisant le concurrent en place.

Sur cet aspect également la maturité des manifestants est notable comme en témoigne l'insistance des manifestants sur le caractère pacifique de leur mouvement. Sur cet aspect également ils sont appris des guerres qui ont endeuillées le monde ces dernières années. Cela étant dit personne ne peut, en l'état de la situation prédire l'avenir et la vigilance doit rester de mise.

Saïd Bouamama

Notes :

[1] Si les évaluations des victimes de cette décennies ne font l'objet d'aucun consensus, le caractère

massif des dégâts humains est indéniable : des dizaines de milliers de morts, des centaines de milliers de traumatisés et d'handicapés, des milliers de femmes violées, des milliers d'exilés, des milliers de disparus, des millions de déplacés. Ne pas prendre en compte le traumatisme collectif que constitue une telle expérience de vie et de mort s'est se condamner aux conclusions erronées sur les réactions populaires algériennes qui fleurissent dans la presse française : pourquoi l'Algérie n'a-t-elle pas connue de « printemps arabe » ?, la soi-disant dépolitisation de la société algérienne, la pseudo absence de contestations sociales signant une toute aussi illusoire atonie des classes populaires, etc.

[ii] Pour ne citer qu'un indicateur rappelons que 14 millions d'algérien vivent sous le seuil de pauvreté c'est-à-dire 35 % de la population et que 10 % des algériens détiennent 80 % des ressources du pays. Ces données sont fournies par une enquête de la Ligue Algérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (LADDH) datant de 2015 :

<https://www.algerie-focus.com/2015/10/14-millions-de-pauvres-en-algerie10-dalgeriens-detiennent-80-des-ressources-du-pays/>. Si les chiffres officiels indiquent un écart considérablement moindre, ils convergent néanmoins pour souligner une augmentation importante incontestable de l'écart des richesses : les données de l'Office National des Statistiques indiquent ainsi que 20 % des ménages s'accaparent 40 % des dépenses globales du peuple algérien en 2013 : <https://algeria-watch.org/?p=13682>.

[iii] La dernière déclaration du président Bouteflika du jeudi 7 mars indique que le pouvoir tente toujours d'imposer cette logique binaire en dépit de l'ampleur des manifestations : « Nous nous devons d'appeler à la vigilance et à la prudence quant à une éventuelle infiltration de cette expression pacifique par une quelconque partie insidieuse, de l'intérieur ou de l'extérieur, qui pourrait (...) susciter la Fitna (discorde) et provoquer le chaos avec tout ce qu'ils peuvent entraîner comme crises et malheurs. »,

<https://www.rtl.fr/actu/international/algerie-abdelaziz-bouteflika-met-en-garde-contre-un-risque-de-chaos-7797151460>.

[iv] Le compromis qui a mis fin à la décennie noire s'est développé par l'intégration au sein du clientélisme d'Etat d'une partie des leaders « religieux » et par l'émergence d'une petite bourgeoisie et d'une bourgeoisie commerciale issues de cette origine en échange de la fameuse « réconciliation ».

[v] Dans un excellent article en date du 7 mars, la sociologue Fatma Oussedik résume comme suit les principales données caractérisant la population algérienne : 70 % de la population est urbaine, le taux de croissance de cette population reste élevé avec un taux de croissance de 2.89 % par an, les moins de 15 ans représentent 29.7 % de la population et les moins de 30 ans comptent pour 54 %. Ramenant le nombre de manifestants à la population active, elle souligne : « Les 3 millions qui ont manifesté représentent, selon nous, environ 25% de la population en âge de manifester, quelles que soient les corrections apportées en comptant les enfants et les retraités présents. »,

<https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019>.

[vi] Le terme « haraga » signifie littéralement « ceux qui brûlent ». Il désigne l'acte de risquer sa vie en tentant la traversée de la méditerranée sur des embarcations de fortune. Le président de la région de Sardaigne en Italie évaluait ainsi à 1106 le nombre d'algériens débarqués sur la seule côte sud-ouest de l'île en 2016,

<https://www.algeriepatiotique.com/2017/09/27/recrudescence-inquietante-de-migration-algeriens-vers-litalie/>.

[vii] Abdelatif Rebah, *Le Développement national contrarié*, Alger, INAS, 2011.

[viii] Nous empruntons ce terme au politologue Rachid Tlemçani : *Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infitah en Algérie*, El Hikma, Alger, 1999.

[ix] Abdelatif Rebah, *Le Développement national contrarié*, op.cit., pp. 65-66.

[x] Rachid Tlemçani, : *Etat, Bazar et globalisation. L'aventure de l'Infitah en Algérie*, op. cit., p. 96.

[xi] Ibid, p. 95.

[xii] Mehdi Abbas, *L'ouverture commerciale de l'Algérie. Apports et limites d'une approche en termes d'économie politique du protectionnisme*, Revue Tiers-Monde, n° 210, avril-juin 2012, p. 60.

[xiii] Abdelatif Rebah, *Le Développement national contrarié*, op.cit., p. 66.

[xiv] Abdelatif Rebah, *Un élan populaire pour une alternative de progrès social*, El Watan du 6 mars 2019,

<https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-elan-populaire-pour-une-alternative-de-progres-social-06-03-2019>.

[xv] Déclaration de l'Union Locale UGTA de la zone industrielle de Rouiba/Reghaïa du 6 mars 2019, <https://www.algerie-eco.com/2019/03/06/ugta-zone-industrielle-rouiba-reghaia-soutiennent-marches-contre-5e-mandat/>.

[xvi] Louïsa Dris-Aït Hamadouche, *L'abstention en Algérie : un autre mode de contestation politique*, L'année du Maghreb, 2009, p. 263.

[xvii] Fatma Oussedik, *Un peuple de trois millions dans les rues des villes du pays : qui sommes nous ?*, El Watan du 7 mars 2019, <https://www.elwatan.com/edition/contributions/un-peuple-de-trois-millions-dans-les-rues-des-villes-du-pays-qui-sommes-nous-07-03-2019>.

[xviii] Omar Benderra, *Que reste-t-il de la gauche en Algérie*, Assafirarabi du 27 novembre 2018, <http://assafirarabi.com/fr/23427/2018/11/27/que-reste-t-il-de-la-gauche-en-algerie/>.

[xix] Lénine, *La maladie infantile du communisme (le "gauchisme")* : « La loi fondamentale de la révolution, confirmée par toutes les révolutions et notamment par les trois révolutions russes du XX^e siècle, la voici : pour que la révolution ait lieu, il ne suffit pas que les masses exploitées et opprimées prennent conscience de l'impossibilité de vivre comme autrefois et réclament des changements. Pour que la révolution ait lieu, il faut que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. »

[xx] Hocine Belalloufi, *Algérie : d'une crise de régime à une crise politique*, Contretemps, 7 mars 2019, <https://www.contretemps.eu/algerie-crise-regime/>.

La source originale de cet article est [Investig'Action](#)
Copyright © [Saïd Bouamama](#), [Investig'Action](#), 2019

Articles Par : **Saïd**
Bouamama

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca